

Numéro 53 - 15 avril 2016

**L'appui militaire du Canada au gouvernement des Philippines doit cesser**

**Une coalition des droits humains demande au gouvernement Trudeau de cesser d'appuyer la terreur d'État contre le peuple philippin**



**L'appui militaire du Canada au gouvernement des Philippines doit cesser**

- Une coalition des droits humains demande au gouvernement Trudeau de cesser d'appuyer la terreur d'État contre le peuple philippin
- Le président Aquino et la gouverneure Talino-Mendoza sont responsables des opérations policières sanglantes à Kidawapan, au Cotabato - *Coalition internationale à la défense des droits humains aux Philippines (Canada)*
- Manifestations aux Philippines pour demander l'expulsion des troupes américaines

## **L'appui militaire du Canada au gouvernement des Philippines doit cesser**

# **Une coalition des droits humains demande au gouvernement Trudeau de cesser d'appuyer la terreur d'État contre le peuple philippin**

Le 1er avril, les forces policières de l'île de Mindanao aux Philippines ont ouvert le feu sur 6000 fermiers et sur les membres de la communauté autochtone Lumad et leurs familles qui bloquaient la route de Kidawapan pour dénoncer le refus du gouvernement local de fournir des rations d'urgence de riz et d'autre aide pour faire face à la crise alimentaire causée par la sécheresse persistante amenée par l'ouragan El Niño.

La coalition internationale à la défense des droits humains aux Philippines (ICHRP-Canada) a condamné cette attaque militaire brutale contre des manifestants pacifiques et tient le gouvernement de Benigno Aquino III des Philippines responsable de cet acte de terreur d'État contre le peuple. La Coalition blâme les politiques antisociales du gouvernement Aquino et des gouvernements locaux pour l'appauvrissement accru et la détérioration des conditions de vie du peuple à Mindanao et dans toutes les Philippines.

Plus de 50 % du personnel militaire des Philippines a été relocalisé à Mindanao dans le cadre de l'Opération Bayanihan, un soi-disant programme de contre-insurrection. Ces soldats mènent une campagne d'assassinats politiques et d'expulsions de masse des Lumad, des paysans et des fermiers afin de préparer le terrain aux monopoles miniers et d'extraction d'autres ressources dont font partie des monopoles miniers canadiens. Jusqu'à maintenant, près de 100 personnes ont été tuées dont des dirigeants Lumad et des activistes politiques qui organisent la résistance populaire contre la violation flagrante des droits du peuple.

L'ICHRP (Canada) demande aussi que les libéraux de Justin Trudeau réexaminent leurs relations avec le gouvernement Aquino et mettent fin immédiatement à l'assistance militaire du Canada au gouvernement philippin. Depuis la signature du Programme de coopération et de formation militaires (PCFM) avec les Philippines en 1998, plus de 200 membres du personnel militaire des Philippines ont reçu une formation spécialisée de militaires canadiens dont de la « formation aux opérations d'appui à la paix » pour les officiers. La Coalition demande au gouvernement libéral de mettre fin à la vente d'équipement militaire au gouvernement des Philippines, la vente d'hélicoptères par exemple qui sont utilisés pour des opérations militaires contre le peuple.

*Le Marxiste-Léniniste* appelle toutes les personnes éprises de justice et de paix au Canada et à l'étranger à se tenir aux côtés du peuple Lumad et des paysans et fermiers de Mindanao et d'autres régions des Philippines qui affrontent la violence et la terreur de l'État philippin et à demander qu'on mette fin aux relations militaires du Canada avec le gouvernement Aquino.



**Piquet devant les bureaux du ministère de l'Agriculture à Manille suite à une attaque contre les fermiers**



## **Le président Aquino et la gouverneure Talino-Mendoza sont responsables des opérations policières sanglantes à Kidawapan, au Cotabato**

**- Coalition internationale à la défense des droits humains aux Philippines (Canada) -**



***Piquet à Quezon, le 3 avril 2016, pour condamner l'attaque de la police contre les fermiers (Gabriela)***

La Coalition internationale à la défense des droits humains aux Philippines (ICHRP-Canada) condamne dans les termes les plus sévères l'attaque de police violente du 1er avril contre des manifestants pacifiques à Kidapawan aux Philippines.

Les manifestants, en majorité des paysans, des membres de la communauté Lumad et leurs familles, qui souffrent des effets de la sécheresse causée par El Niño, ont demandé de l'aide alimentaire et des fonds d'urgence en cas de calamité dont ils ont absolument besoin. Ils demandent en particulier que le gouvernement national et provincial fournissent 15 000 sacs de riz aux 6 municipalités tant que dure la sécheresse et jusqu'à ce que les fermiers aient rétabli leur situation.

Comme leurs appels ont été ignorés, environ 6000 fermiers et manifestants Lumad ont occupé la route de Kidapawan le 31 mars pour attirer l'attention sur leurs demandes. Le jour suivant, la police a mené des opérations de dispersion sous les ordres de la gouverneure du Cotabato du Nord, Emmylou Talino-Mendoza. La police a tiré des coups de feu contre les manifestants, en a tué trois d'entre eux et en a blessé 116. Quarante-neuf personnes ont été arrêtées.



**Barricade des fermiers Lumad, le 18 mars 2016 (Kilab)**

Nous tenons le gouvernement du président Benigno Aquino III responsable de ce crime. C'est la négligence du gouvernement qui a forcé les fermiers affamés et leurs familles à tenir ces actions de protestation à Kidawapan. Les actions de la police font partie d'une vague d'attaques sanctionnées par l'État et d'une campagne de terreur que les militaires et les groupes paramilitaires commandés par eux ont menées contre les communautés Lumad et les paysans de Mindanao. Nous tenons également la gouverneure Emmylou Talino-Mendoza, responsable de la mort des trois manifestants et de la violence qui a été commise pendant les opérations de la police. Nous condamnons la gouverneure pour avoir menacé de faire arrêter l'évêque de l'Église méthodiste unie, Ciriaco Francisco, qui a abrité les fermiers, et pour le raid de la police contre le Centre de la Mission UMC Spottswood où ils demeuraient.

L'ICHRP (Canada) appuie les paysans et les membres de la communauté Lumad qui luttent pour la justice économique et sociale. Nous demandons, en solidarité, que le gouvernement :

- 1) Fournisse du riz et de l'appui en cas de calamité aux régions affectées par la sécheresse.
- 2) Déclenche une enquête immédiate sur le massacre en la confiant à un organisme indépendant.
- 3) Mette fin au harcèlement et à l'intimidation des paysans et des Lumad et retire les troupes et les groupes paramilitaires des communautés Lumad de Mindanao.
- 4) Mette fin au programme de contre-insurrection Oplan Bayanihan qui cible des victimes innocentes et des civils sans armes.

L'ICHRP-Canada demande au gouvernement canadien et au premier ministre Justin Trudeau de :

- 1) Réexaminer les relations du Canada avec le gouvernement Aquino. Le Canada ne devrait pas compromettre son engagement envers les droits humains en appuyant sans réserve ce régime répressif brutal auteur de violations atroces de droits humains.
- 2) Retirer tout appui et toute coopération avec le programme de sécurité du gouvernement philippin qui sert de justification au programme de contre-insurrection, l'Opération Plan Bayanihan.

3) Mettre fin à tout appui militaire au gouvernement des Philippines, notamment à la vente d'armement et d'équipement militaires et à la formation des militaires et de la police.

***Arrêtez les violations des droits humains !  
Justice pour les paysans et pour les Lumad de Mindanao !  
Justice pour les victimes du massacre du Cotabato !***

*La Coalition internationale à la défense des droits humains aux Philippines (ICHRP) est un réseau international d'organisations agissant à l'extérieur des Philippines qui se préoccupent des droits humains et travaillent à une paix juste et durable aux Philippines.*



## **Manifestations aux Philippines pour demander l'expulsion des troupes américaines**

Des milliers de Philippins ont pris part à des manifestations aux Philippines pour demander la fin de la présence militaire américaine dans leur pays. Ils ont protesté contre la tenue des exercices militaires conjoints États-Unis-Philippines qui ont eu lieu ces derniers jours et demandent l'annulation de l'Accord de coopération de défense élargie de 2014 (EDCA) qui permet l'expansion de la présence militaire américaine dans les îles.

Environ 10 000 soldats américains et philippins ont été mobilisés dans les exercices de guerre Balikatan (épaule à épaule) sur terre et sur mer qui ont débuté le 4 avril. C'est la 15e année que ces exercices se tiennent contre la volonté du peuple philippin qui n'a pas cessé de demander leur annulation. Ces trois dernières années, l'Australie, qui fait partie du système impérialiste anglo-américain d'États, y a aussi participé. Le nombre des troupes, navires et avions des États-Unis a constamment augmenté dans le cadre du Pivot vers l'Asie de l'administration Obama qui vise à défier et contenir la Chine.

Le peuple héroïque des Philippines n'a cessé d'affirmer son droit d'être contre l'impérialisme américain depuis que les États-Unis ont annexé les Philippines en 1899 suite à la guerre entre l'Espagne et les États-Unis. Les forces militaires américaines ont été forcées de fermer leurs bases et de quitter les Philippines en 1992 face à l'opposition massive exprimée par le peuple philippin.

Ces dernières années, le gouvernement de braderie d'Aquino s'est plié aux demandes des États-Unis d'augmenter la présence des troupes



américaines au nom de la « lutte mondiale contre le terrorisme » dirigée par les États-Unis et en militarisant l'aide d'urgence comme dans le cas du typhon Haiyan en 2013 alors que les forces militaires américaines ont utilisé « l'assistance contre le typhon » pour prendre pied plus fermement dans le pays. Les officiers militaires américains « conseillent » maintenant les militaires philippins dans leurs opérations de « contre-renseignement », un euphémisme pour la répression des forces révolutionnaires de la Nouvelle armée du peuple qui est dirigée par le Parti communiste des Philippines et d'autres forces progressistes et démocratiques dont les peuples autochtones luttant pour leurs droits.

En dépit de l'opposition populaire et dans le but de la contourner, le gouvernement Aquino a signé le EDCA qui permet aux États-Unis de construire de nouvelles bases militaires dans les îles si celles-ci servent à la fois les troupes américaines et philippines et de garder leurs troupes plus longtemps dans le pays à chaque rotation. L'accord étend l'Accord sur les troupes de visite qui fait l'objet de beaucoup d'opposition. Les syndicats, les groupes religieux, les organisations de défense de droits humains, les groupes de femmes et d'autres forces politiques des Philippines ont dénoncé la signature du EDCA comme un affront à la dignité du peuple philippin et une violation de ses droits collectifs, et rappelé que les forces militaires américaines ont une longue histoire de crimes contre le peuple y compris des viols, des vols, des assauts physiques et d'autres attaques menées en toute impunité.

En menant ses actions politiques concertées contre la militarisation de son pays par les États-Unis, le peuple des Philippines accomplit son devoir envers lui-même et l'humanité afin d'assurer la paix dans son pays, en Asie et dans le monde.



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**